



PREFET DE L'INDRE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE LA COHESION SOCIALE  
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**  
Service Santé et Protection Animales et Environnement

**ARRETE n° 36-2016-11-29-023 du 29 novembre 2016  
modifiant certaines des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral n° 99-E-2363 du 26  
août 1999, transférées au profit de la société LIGERIENNE GRANULATS, autorisant  
l'exploitation d'une carrière et d'une installation de traitement des matériaux sur le  
territoire de la commune de SAINT-GENOU**

**Le Préfet de l'Indre,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu le code minier ;**

**Vu le code de l'environnement ;**

**Vu le code de l'urbanisme ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux  
installations de premier traitement des matériaux de carrières ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties  
financières de remise en état des carrières modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution des  
garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté du 18 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de  
gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de  
mesures correspondant pour la période 2016-2021 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 99-E-2363 du 26 août 1999 autorisant la société SACATRA à exploiter  
un e carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de SAINT-GENOU ;**

**Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-06-0121 du 11 juin 2009 modifiant l'arrêté  
d'autorisation d'exploiter du 26 août 1999 susvisé ;**

**Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011025-004 du 25 janvier 2011 portant transfert au  
profit de la société LIGERIENNE GRANULATS de l'autorisation d'exploiter la carrière du 26  
août 1999 susvisée ;**

**Vu le porter à connaissance de la société LIGERIENNE GRANULATS en date du 10 mai 2012 relatif au projet de modification de l'installation de traitement des matériaux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT-GENOU ;**

**Vu le courrier préfectoral en date du 13 septembre 2013 actant de cette modification ;**

**Vu la déclaration d'existence de la société LIGERIENNE GRANULATS en date du 22 novembre 2013 au titre du bénéfice des droits acquis relative aux rubriques 2515 (installation de traitement) et 2517 (aire de transit des matériaux) ;**

**Vu la demande en date du 13 octobre 2016 présentée par la société LIGERIENNE GRANULATS en vue d'obtenir la diminution de la quantité maximale extraite autorisée ;**

**Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 octobre 2016 ;**

**Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites réunie le 9 novembre 2016 ;**

**Vu la communication du projet d'arrêté faite au pétitionnaire le 15 novembre 2016 et qui n'a formulé aucune observation sur ce projet d'arrêté par courrier du 23 novembre 2016 transmis par courriel le 24 novembre 2016 ;**

**Considérant que les dispositions du paragraphe 1F-2 du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 susvisé prévoit un principe de réduction des extractions des granulats alluvionnaires en lit majeur ;**

**Considérant que la carrière de SAINT-GENOU objet du présent arrêté se situe dans le lit majeur de l'Indre et est donc concernée par ces dispositions ;**

**Considérant que la société LIGERIENNE GRANULATS a déposé par ailleurs une demande d'autorisation d'exploiter une nouvelle carrière sur le territoire de la commune de VILLEDIEU-SUR-INDRE située en lit majeur de l'Indre à hauteur de 50 000 tonnes par an, elle aussi concernée par ces dispositions ;**

**Considérant que le département de l'Indre ne dispose plus, en l'état au 1<sup>er</sup> janvier 2016, de quotas autorisables de granulats alluvionnaires en lit majeur tels que définis dans les dispositions du paragraphe 1F2 du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 ;**

**Considérant dès lors que la société LIGERIENNE doit abaisser la quantité maximale extraite autorisée de sa carrière de SAINT-GENOU pour permettre d'autoriser l'exploitation de la carrière de VILLEDIEU-SUR-INDRE ;**

**Considérant par ailleurs que le montant des garanties financières nécessite d'être actualisé pour tenir compte de l'évolution de l'indice TP01 (index travaux publics – index général tous travaux base 2010) ;**

**Considérant que le tableau des activités du site doit être actualisé pour tenir compte de l'évolution de la nomenclature des installations classées et des modifications intervenues sur le site ;**

**SUR proposition de Mme la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,**

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>.** Les dispositions du présent arrêté préfectoral complémentaire sont applicables à la société LIGERIENNE GRANULATS dont le siège social est sis « La Ballastière » à SAINT PIERRE DES CORPS (37700) pour la carrière de sables et graviers et l'installation de traitement des matériaux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT-GENOU aux lieux-dits « Le Coignon » et « Les Galisettes ».

### **Article 2. Nature des activités**

Les dispositions des articles 1.2.1 et 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 99-E-2363 du 26 août 1999 modifié sont modifiées et remplacées comme suit :

#### **« 2.2.1. Liste des installations classées de l'établissement**

Rubrique de la nomenclature	Désignation des activités	Volume autorisé	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	-	Autorisation
2515-1-b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2.  La puissance installée des installations, étant : supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW	518 kW	Enregistrement
2517-1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 30 000 m <sup>2</sup>	30 000 m <sup>2</sup>	Autorisation

#### **2.2.2. Volumes autorisés**

La quantité maximale de **matériaux extraits** de la carrière est fixée à **144 680 tonnes par an** avec une moyenne de 110 000 tonnes par an.

La quantité maximale de **matériaux traités** par l'installation de premier traitement est fixée à **260 000 tonnes par an.** »

### **Article 3. Garanties financières**

Les prescriptions de l'article 2.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-E-2363 du 26 août 1999 susvisé sont remplacées comme suit :

#### **« 3.1 – GARANTIES FINANCIERES**

##### **3.1.1. Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) visées à l'Article 1.2.1. de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

### 3.1.2. Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en six périodes quinquennales.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Le montant des garanties financières associées à chacune des trois dernières périodes est défini dans le tableau suivant :

Périodes	S1 (ha) (C1 = 15 555 €/ha)*	S2 (ha) (C2 = 34 070 €/ha)*	L (m) (C3 = 47 €/m)*	S1C1 + S2C2 + LC3	Total $\alpha = 1,09432$ **
1 (2015-2019)	5,4143 ha	3,4801 ha	1318 m	264 732	289 702 €
2 (2020-2024)	5,0139 ha	3,633 ha	760 m	237 488	259 888 €
3 (2025-2029)	4,1674 ha	3,5349 ha	529 m	210 121	229 940 €

\* coûts unitaires : références arrêté ministériel du 24 décembre 2009 - Indice TP01 (mai 2009) = 616,5

\*\* Actualisation : indice TP01 (août 2015) = 102,9 x 6,5345 = 672,4

$$\alpha = \frac{672,4}{616,5} \times \frac{(1 + 0,20)}{(1 + 0,196)} = 1,09432$$

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Les valeurs indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée. »

### Article 3.1.3. Etablissement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

### Article 3.1.4. Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévue à l'Article 2.1.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement .

La date d'expiration de la garantie ne peut pas être fixée moins de deux années après la date d'effet de cette garantie.

### **Article 3.1.5. Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

### **Article 3.1.6. Révision du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies au présent arrêté.

De plus, toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état de la carrière nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

### **Article 3.1.7. Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **Article 3.1.8. Appel des garanties financières**

Le préfet peut faire appel aux garanties financières dans les conditions fixées par l'article R. 516-3 du code de l'environnement :

- soit après intervention des mesures prévues au I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état de la carrière ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant personne morale par sa suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique, et absence de remise en état.

Toute mise en demeure de réaliser les travaux couverts par les garanties financières prévus à l'article R.516-2 non suivie d'effet constitue un délit.

### **Article 3.6.9. Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral. »

## **Article 4. Sanctions**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 5. Publicité**

Le présent arrêté sera notifié à la Société Ligérienne Granulats.. Un extrait de cet arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'enregistrement.

Une copie de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Genou pendant une durée minimum de quatre semaines. Un certificat devrait être ensuite retourné par le maire à la DDCSPP de l'Indre pour justifier de l'accomplissement de cet affichage.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux d'annonces légales.

Cet arrêté sera mis en ligne sur le site des services de l'Etat à l'adresse suivante : [www.indre.gouv.fr/Publications/Recueil des actes administratifs/2016 actes](http://www.indre.gouv.fr/Publications/Recueil_des_actes_administratifs/2016_actes).

### **Article 6. Délais et voies de recours**

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

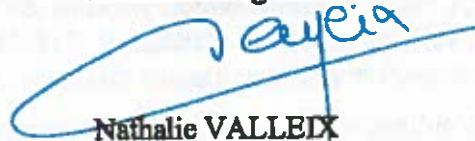
1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

### **Article 7. Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Indre, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre - Val de Loire, le Maire de la commune de Saint-Genou, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet,  
Par délégation  
Le secrétaire général



Nathalie VALLEIX